

(N° 186)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1906.

Proposition de loi concernant le certificat d'études moyennes du degré supérieur dans la partie flamande du pays (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CAUWENBERGH,

SUR LES

amendements présentés par le Gouvernement en séance de la Chambre du 23 avril 1906.

MESSIEURS,

Dans la séance du 23 avril 1906, M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique a adopté des amendements à la proposition de loi concernant le certificat d'études moyennes du degré supérieur dans la partie flamande du pays. Le Gouvernement ne se rallie pas à la proposition telle qu'elle a été amendée par la Section centrale. Il présente un système nouveau.

Il établit une épreuve préparatoire à l'admission aux grades académiques. La nature et le programme de l'épreuve ainsi que le mode de formation du jury seront déterminés par une loi spéciale. Toutefois en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve comprendra nécessairement l'examen sur la langue flamande et la langue française pour les récipiendaires qui ont fait leurs études dans la région flamande du pays; la langue française et la langue flamande ou allemande pour tous les autres récipiendaires. Enfin le certi-

(1) Proposition de loi, n° 285 (session de 1900-1906).

Rapport, n° 74.

Amendement, n° 126.

(2) La Commission, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BEERNAERT, DE BRUYN, HELLEPUTTE, VANDEWALLE, WOESTE et VAN CAUWENBERGH.

ficat dûment homologué sera maintenu pour certaines matières à l'exception des langues vivantes.

La Section centrale a été unanime pour rendre hommage aux sentiments qui ont inspiré les amendements du Gouvernement.

Celui-ci reconnaît la nécessité de l'enseignement approfondi du flamand dans les établissements d'enseignement moyen situés dans la région flamande du pays et se rallie, sous ce rapport, au désir unanime des membres de la Section centrale.

Mais il va plus loin : il étend l'action de la loi à tout le pays; il veut donner satisfaction au vœu légitime des auteurs des propositions tout en respectant l'égalité de tous les récipiendaires.

Tous les aspirants aux grades académiques seraient soumis à un examen d'entrée à l'Université; le flamand formerait une branche obligatoire de ces examens en pays flamand, le flamand ou l'allemand dans les autres parties du pays, de telle façon que tous les récipiendaires auraient à subir une épreuve sur la langue française et sur une langue germanique.

On a objecté qu'il n'était pas juste de mettre sur le même pied le flamand et l'allemand, puisque le flamand est la langue maternelle de la majorité des Belges, alors que l'allemand n'est en usage que dans une partie très restreinte du pays.

Le Gouvernement n'a pas fait d'objection à une proposition émanée d'un membre de la Section centrale et consistant à rendre obligatoire le flamand dans tout le pays, à l'exception des deux arrondissements (Verviers et Arlon) où la langue allemande est en usage.

En fait, d'après l'arrêté royal du 30 août 1888, les langues flamande et allemande font partie du programme des cours des athénées royaux, et une circulaire ministérielle de 1892 prescrit d'enseigner dans les athénées de la région wallonne le flamand ou l'allemand comme langue germanique obligatoire, en laissant le choix au bureau administratif. Liège, Verviers et Arlon ont choisi l'allemand; tous les autres athénées ont choisi la langue flamande.

Un examen portant sur le flamand ne constituerait ainsi qu'une épreuve à subir sur une matière faisant partie du programme et enseignée depuis 1892.

Le Gouvernement préfère constater la connaissance du flamand par un examen et laisser aux établissements d'instruction toute liberté quant aux méthodes d'enseignement.

L'article 2 des amendements ne déterminait pas la nature et le programme de l'épreuve et ajournait à deux ans le dépôt d'un projet de loi pour régler cet objet. Cette disposition fut critiquée : des membres de la Section centrale demandèrent que l'objet de l'examen quant à la connaissance du flamand fût clairement déterminé par un texte de loi.

Déférant à ce désir, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique proposa une addition à l'article 2 ainsi conçue :

« L'examen sur chacune des langues vivantes mentionnées sub litt. A et B comprend une épreuve par écrit et une épreuve orale. L'épreuve par écrit consiste en une composition de style sans dictionnaire.

» L'épreuve orale porte sur la lecture expressive et l'explication littéraire

» d'un texte choisi par le jury dans une des œuvres désignées par le réci-
 » piendaire et empruntées au programme de la rhétorique. »

Invité par la Section centrale à faire connaître la portée exacte des termes de l'amendement, Monsieur le Ministre s'est exprimé ainsi :

« En quoi consiste une explication littéraire ?

» Une courte notice biographique sur l'auteur, la recherche de l'unité de
 » l'œuvre, de son idée première et centrale, des idées accessoires qui contri-
 » buent à manifester cette idée première.

» La division des idées en groupe, en tableaux successifs, dont on fait
 » ressortir la gradation et l'enchaînement.

» Puis ces tableaux sont repris un à un; on montre comment chaque détail
 » contribue à dévoiler l'idée première ou centrale, à quel degré d'épanouis-
 » sement est arrivée cette idée à la fin de chaque tableau.

» Chaque tableau terminé au point de vue du fond, on en fait valoir les
 » beautés de forme; on montre la concordance entre l'expression et l'idée;
 » on recherche les moyens de dire mieux ou également bien; on montre
 » comment l'expression de l'auteur est le plus exacte et le plus rapide pour
 » le but qu'il voulait atteindre, etc.

» Chemin faisant, occasionnellement, on explique une synonymie, une
 » étymologie, etc. Mais ces explications doivent être nécessaires, c'est-à-dire
 » contribuer à élucider le texte et à en augmenter l'intérêt.

» Enfin l'élève fait connaître ses impressions, compare l'œuvre avec d'autres
 » analogues.

» Cette analogie implique une conversation avec l'interrogateur et permet
 » ainsi au jury de se rendre un compte exact de la connaissance de la langue
 » que possède le récipiendaire. »

Il est certain que l'examen ainsi compris ferait preuve de la connaissance approfondie de la langue et que les établissements d'instruction moyenne préparant des récipiendaires pour subir un tel examen avant d'entrer à l'Université seraient obligés d'organiser, pendant tout le cours des études, des cours où la langue flamande serait enseignée d'une manière très sérieuse.

Il est non moins certain cependant, et l'observation en a été faite par des membres de la Section, que la valeur de cet examen dépendra beaucoup de la manière dont le jury comprendra sa mission.

La proposition du Gouvernement diffère des autres propositions sous d'autres rapports encore. L'épreuve prescrite par les derniers amendements doit être subie à l'entrée à l'Université, après que le récipiendaire a obtenu le certificat de fréquentation des études humanitaires. Celle prescrite éventuellement par la Section centrale devra être subie à la fin des humanités et avant la délivrance du certificat.

D'où la conséquence que, dans le système de la Section centrale, la justification de la connaissance de la langue flamande était nécessaire pour que le certificat d'études eût une valeur pour la capacité électorale.

Dans le système du Gouvernement, le certificat d'études humanitaires, étant délivré avant l'épreuve, conserve sa valeur en matière électorale.

Il a paru excessif au Gouvernement de restreindre la capacité électorale, alors surtout que la connaissance du flamand est imposée non plus seulement aux seuls habitants de la région flamande, mais à la généralité du pays.

D'ailleurs l'examen d'entrée à l'Université exige un enseignement sérieux du flamand dans les établissements d'instruction moyenne, et là est le but poursuivi et désiré par tout le monde.

Quelle serait la composition du jury?

A cette question, M. le Ministre a répondu qu'à son avis cet examen devrait être passé devant les facultés des Universités ayant qualité pour conférer les grades académiques.

On a objecté que les cours des Universités se donnant en français, à part quelques rares exceptions, la connaissance du flamand apparaîtra aux jurys universitaires comme étant d'importance secondaire. Pour cette raison le jury mixte de l'article 7 de la loi de 1870 paraîtrait mieux qualifié.

Il a été entendu d'ailleurs que même si une loi nouvelle n'intervenait pas dans les deux ans, l'épreuve sur les langues vivantes serait imposée à l'entrée à l'Université à la date prévue par l'article 1^{er}.

Un membre de la Section centrale n'a pu se rallier à la rédaction de l'article premier parce que cet article rétablissait virtuellement le graduat. D'autres membres ont rendu hommage aux sentiments qui ont guidé le Gouvernement dans la rédaction de ses amendements et ont reconnu que dans cette voie il y avait plus d'égalité, tout le monde étant admis à passer un examen.

Passant au vote, l'article 1^{er} et le § 1^{er} de l'article 2 sont admis par deux voix contre une et trois abstentions. A la seconde partie de l'article 2, la Section admet par quatre voix et deux abstentions que l'épreuve comprendra le flamand pour tout le pays, à l'exception des arrondissements de Verviers et d'Arlon, où l'épreuve comprendra l'allemand.

L'article 3 est admis à l'unanimité.

L'ensemble des propositions du Gouvernement est adopté par 2 voix pour et 4 abstentions.

Les articles 1 et 3 et le § 1 de l'article 2 n'ont pas été amendés.

La seconde partie de l'article 2 sera rédigée comme suit :

Toutefois en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve préparatoire comprendra nécessairement l'examen sur les matières suivantes :

A. La langue flamande et la langue française pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de Limbourg et de Brabant, hormis l'arrondissement de Nivelles.

B. La langue française et la langue flamande pour les récipiendaires qui ont fait

Wat althans de levende talen betreft, zoo zal het voorbereidend examen noodzakelijkerwijze een onderzoek bevatten over de hiernavolgende leervakken :

A. De Vlaamsche en de Fransche taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Brabant, behalve het arrondissement Nijvel.

B. De Fransche en de Vlaamsche taal voor de leerlingen die hunne middelbare

leurs études moyennes dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, hormis les arrondissements de Verviers et d'Arlon.

C. La langue allemande et la langue française pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans les arrondissements de Verviers et d'Arlon.

L'examen sur chacune des langues vivantes mentionnées sub litt. *A*, *B* ou *C* comprend une épreuve par écrit et une épreuve orale.

L'épreuve par écrit consiste en une composition de style sans dictionnaire.

L'épreuve orale porte sur la lecture expressive et l'explication littéraire d'un texte choisi par le jury dans une des œuvres désignées par le récipiendaire et empruntées au programme de la rhétorique.

studiën gedaan hebben in de provinciën Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, behalve de arrondissementen Verviers en Aarlen.

C. De Duitse en de Fransche taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in de arrondissementen Verviers en Aarlen.

Het examen voor elk der levende talen waarvan bij litt. *A*, *B* of *C* melding gemaakt wordt is schriftelijk of mondeling.

Het schriftelijk examen bestaat in een opstel zonder woordenboek.

Het mondeling examen bestaat in de expressieve lezing en de letterkundige verklaring van eenen tekst dien de jury kiest uit een der werken door den leerling in het programma der rhetorica aangeduid.

Le Rapporteur,

F. VAN CAUWENBERGH.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1906.

Wetsvoorstel betreffende het getuigschrift van middelbare studiën van den
hooger en graad in het Vlaamsche gedeelte van het land ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CAUWENBERGH

OVER DE

Amendementen door de Regeering in de Kamervergadering
van 23 April 1906 ingediend.

MIJNE HEEREN,

In de Kamervergadering van 23 April 1906 heeft de heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs amendementen ingediend op het wetsvoorstel betreffende het getuigschrift van middelbare studiën van den hooger en graad in het Vlaamsche gedeelte des lands.

De Regeering vereenigt zich niet met het voorstel zooals het door de Middenafdeeling was gewijzigd. De voorkeur gevende aan een nieuw stelsel, wordt door haar eene proef ingesteld als voorbereiding voor de toelating tot de academische graden. De aard en het programma der proef alsmede de wijze van samenstelling der jury zullen door eene bijzondere wet worden geregeld. Wat echter de levende talen betreft, zal de proef noodzakelijk bevatten : een examen over de Vlaamsche taal en over de Fransche taal voor de candidaten die hunne studiën in de Vlaamsche gewesten van het land hebben gedaan; een examen over de Fransche taal en de Vlaamsche of Duitsche taal voor al de andere examinandi. Het behoorlijk bekrachtigd getuigschrift zal worden behouden voor sommige vakken, met uitzondering van de levende talen.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n° 285 (zittingsjaar 1900-1901).

Verslag, n° 74.

Amendement, n° 126.

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren BEERNAERT, DE BRUYN, HELLEPUTTE, VANDEWALLE, WOESTE en VAN CAUWENBERGH.

De Middenafdeeling was het eens om hulde te brengen aan de gevoelens die de amendementen der Regeering hebben ingegeven. De Regeering erkent de noodzakelijkheid van het grondig onderwijs van het Vlaamsch in de inrichtingen voor middelbaar onderwijs die in de Vlaamsche gewesten van het land zijn gelegen en sluit zich, in dat opzicht, aan bij het algemeen verlangen der leden van de Middenafdeeling. Doch zij gaat verder : zij strekt de werking van de wet tot het gansche land uit; zij wil den billijken wensch van hen, die de voorstellen deden, bevredigen, tevens de gelijkheid voor al de kandidaten eerbiedigende.

Al degenen, die naar de academische graden dingen, zouden worden onderworpen aan een examen van toegang tot de Hoogeschool; het Vlaamsch zou een verplicht vak van deze examens in het Vlaamsche land uitmaken, en het Vlaamsch of het Duitsch in de andere gedeelten van het land, zoodat al de kandidaten eene proef zouden moeten doorstaan over de Fransche taal en over eene Germaansche taal.

Daartegen werd ingebracht dat het niet billijk ware het Vlaamsch en het Duitsch op voet van gelijkheid te behandelen, vermits het Vlaamsch de moedertaal is van de meerderheid der Belgen, terwijl het Duitsch slechts in een zeer beperkt gedeelte van het land wordt gebezigd.

De Regeering heeft zich niet verzet tegen een voorstel uitgaande van een lid der Middenafdeeling en waarbij het Vlaamsch verplicht wordt gemaakt in gansch het land, met uitzondering van twee arrondissementen (Verviers en Aarlen) waar het Duitsch in gebruik is.

Feitelijk is de toestand deze : naar luid van het koninklijk besluit van 30 Augustus 1888, maken de Vlaamsche en Duitsche talen deel uit van het programma der leergangen van de koninklijke athenæa en bij ministerieelen omzendbrief van 1892 wordt voorgeschreven dat het Vlaamsch of het Duitsch als verplichte Germaansche taal moet worden onderwezen in de athenæa van de Waalsche gewesten, de keuze van de taal overlatende aan het bestuursbureau. Luik, Verviers en Aarlen hebben het Duitsch gekozen; al de andere athenæa gaven de voorkeur aan de Vlaamsche taal.

Een examen over het Vlaamsch zou aldus werkelijk slechts eene proef zijn over een vak dat deel uitmaakt van het programma en sedert 1892 wordt onderwezen.

De Regeering verkiest de kennis van het Vlaamsch vast te stellen door een examen en, wat de onderwijsstelsels betreft, volkomen vrijheid te laten aan de inrichtingen voor onderwijs.

Artikel 2 der amendementen bepaalde noch den aard noch het programma der proef en zegde dat twee jaren moesten voorbijgaan alvorens een wetsontwerp tot regeling van die punten zou worden overgelegd. Deze bepaling werd afgekeurd : leden van de Middenafdeeling hebben gevraagd dat het voorwerp van het examen, wat betreft de kennis van het Vlaamsch, duidelijk door een wetstekst zou worden omschreven. Dezen wensch inwilligende, heeft de heer Minister van Binnenlandsche zaken en Openbaar onderwijs voorgesteld, artikel 2 aldus aan te vullen :

« Het examen voor elk der levende talen waarvan bij litt. A, B of C melding gemaakt wordt is schriftelijk of mondeling.

- » Het *schriftelijk* examen bestaat in een opstel zonder woordenboek.
- » Het *mondeling* examen bestaat in de *expressieve* lezing en de *letterkundige* verklaring van eenen tekst dien de jury kiest uit een der werken door den leerling in het programma der rhetorica aangeduid. »

De Middenafdeeling verzocht den heer Minister de juiste beteekenis van de bewoordingen der wijziging te doen kennen en hij drukte zich uit als volgt :

- « Waarin bestaat eene letterkundige verklaring? Zij omvat :
- » Een kort levensbericht van den schrijver; het onderzoek naar de eenheid
- » van het werk, naar het eerste denkbeeld, het hoofddenkbeeld waarvan
- » het uitging, naar de bijkomende gedachten die er toe bijdragen om dit
- » eerste denkbeeld uit te drukken;
- » De splitsing der gedachten in groepen, in achtereenvolgende tafereelen,
- » welker gradatie en verband men doet uitschijnen.
- » Vervolgens worden die tafereelen beurtelings hervat; er wordt aange-
- » toond hoe elke omstandigheid er toe medewerkt om het eerste denkbeeld
- » of het hoofddenkbeeld te ontsluiten, tot welken graad van ontvouwing
- » dat denkbeeld bij het einde van elk tafereel is gekomen.
- » Nadat men elk tafereel heeft onderzocht met het oog op zijne degelijk-
- » heid, doet men de schoonheden van vorm uitschijnen; men wijst op den
- » samenhang tusschen de uitdrukking en de gedachte; men onderzoekt de
- » middelen om het beter of even goed te zeggen; men bewijst hoe de uit-
- » drukking, door den schrijver gebezigd, de meest juiste en meest treffende
- » is tot bereiking van zijn doel, enz.
- » In 't voorbijgaan, terloops, legt men zinverwante woorden uit, wordt
- » de oorsprong der woorden opgespoord, enz. Doch deze verklaringen
- » moeten als noodzakelijk voorkomen, dat wil zeggen : medewerken tot
- » opheldering van den tekst en tot verhooging van het belang daarvan.
- » De leerling, eindelijk, doet zijne indrukken kennen, hij vergelijkt het
- » werk met andere daarmee verwante werken.
- » Deze verwantschap, deze overeenkomst onderstelt een gesprek met den
- » examinerator en laat aan de jury toe, zich juist rekenschap te geven van de
- » taalkennis der examinandi. »

Stellig is het, dat het aldus begrepen examen het bewijs zou leveren van de grondige kennis der taal en dat de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, welke leerlingen zouden voorbereiden tot het ondergaan van zulke proef, die de deur der Hoogeschool moet openstellen, zouden verplicht zijn, gedurende gansch den duur der studiën, leergangen voor het zeer ernstig onderwijs van de Vlaamsche taal in te richten.

Evenwel is het zeker — deze opmerking werd door leden der afdeeling gemaakt — dat de waarde van dat examen veel zal afhangen van de wijze waarop de jury hare zending zal begripen.

Het voorstel der Regeering verschilt nog op meer punten van de andere voorstellen. De proef, door de laatste amendementen voorgeschreven, moet worden doorstaan op 't oogenblik dat men den weg naar de Hoogeschool wil nemen, nadat de candidaat het getuigschrift heeft bekomen waarin

wordt vastgesteld dat hij de humaniora heeft gevolgd. De proef, bij voorkomend geval door de Middenafdeeling voorgeschreven, moet worden doorstaan bij het einde der humaniora en voordat het getuigschrift is afgeleverd.

Daaruit volgt dat, met het stelsel der Middenafdeeling, het bewijs van de kennis der Vlaamsche taal noodzakelijk was opdat het studie-getuigschrift van waarde kon zijn voor de kiesbekwaamheid.

Met het stelsel der Regeering behoudt het getuigschrift van humaniora zijne waarde voor de kiesbekwaamheid, vermits het vóór de proef wordt afgeleverd.

De Regeering heeft gedacht dat men te verre ging, wanneer men de kiesbekwaamheid wilde beperken, nu vooral dat men de kennis van het Vlaamsch niet alleen aan de inwoners der Vlaamsche gewesten van het land, maar ook aan de algemeenheid van het land oplegt.

Het examen van toegang tot de Hoogeschool eischt overigens dat het Vlaamsch ernstig worde geleerd in de inrichtingen voor middelbaar onderwijs en dat is het door allen nagejaagd en gewenscht doel.

Hoe zal de jury samengesteld zijn ?

Op deze vraag heeft de heer Minister geantwoord dat, volgens zijne meening, dat examen behoort te worden afgelegd voor de faculteiten der Hoogescholen die zijn bevoegd tot het toekennen van de academische graden.

Daartegen werd aangevoerd dat, vermits, op weinige uitzonderingen na, de leergangen aan de Hoogescholen in het Fransch worden gegeven, de kennis van het Vlaamsch den juryleden, onder de professoren gekozen, zal voorkomen als zijnde van ondergeschikt belang. Om die reden schijnt de gemengde jury, waarvan sprake is in artikel 7 der wet van 1870, hier beter geschikt.

Het is overigens goed verstaan geworden, dat, zelfs indien niet eene nieuwe wet binnen twee jaren is gestemd, het examen over de levende talen als toegang tot de Hoogeschool zou worden opgelegd van af den datum bij artikel 1 voorzien.

Een lid der Middenafdeeling verklaarde niet te kunnen toetreden tot den tekst van artikel 1, vermits dit artikel feitelijk het graduaat herinvoerde.

Twee leden hebben hulde gebracht aan de gevoelens die de Regeering tot leiddraad dienden bij het opstellen van hare amendementen; zij erkenden dat, vermits iedereen tot het examen was toegelaten, er aldus meer gelijkheid zou bestaan.

Artikel 1 en § 1 van artikel 2 worden aangenomen met twee stemmen tegen één en drie onthoudingen. Bij het tweede gedeelte van artikel 2, wordt door de afdeeling, met vier stemmen en twee onthoudingen, aangenomen dat de proef het Vlaamsch zal bevatten voor geheel het land, behalve de arrondissementen Verviers en Aarlen, waar het examen zal loopen over het Duitsch.

Artikel 3 wordt eenparig goedgekeurd.

De voorstellen der Regeering worden in haar geheel aangenomen met 2 stemmen voor en 4 onthoudingen.

De artikelen 1 en 3 alsmede § 1 van artikel 2 werden niet gewijzigd.
Het tweede gedeelte van artikel 2 zal luiden als volgt :

Toutefois en ce qui concerne les langues vivantes, l'épreuve préparatoire comprendra nécessairement l'examen sur les matières suivantes :

A. La langue flamande et la langue française pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de Limbourg et de Brabant, hormis l'arrondissement de Nivelles.

B. La langue française et la langue flamande pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, hormis les arrondissements de Verviers et d'Arlon.

C. La langue allemande et la langue française pour les récipiendaires qui ont fait leurs études moyennes dans les arrondissements de Verviers et d'Arlon.

L'examen sur chacune des langues vivantes mentionnées sub litt. A, B ou C comprend une épreuve par écrit et une épreuve orale.

L'épreuve par écrit consiste en une composition de style sans dictionnaire.

L'épreuve orale porte sur la lecture expressive et l'explication littéraire d'un texte choisi par le jury dans une des œuvres désignées par le récipiendaire et empruntées au programme de la rhétorique.

Wat althans de levende talen betreft, zoo zal het voorbereidend examen noodzake-lijkerwijze een onderzoek bevatten over de hiernavolgende leervakken :

A. De Vlaamsche en de Fransche taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Brabant, behalve het arrondissement Nijvel.

B. De Fransche en de Vlaamsche taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in de provinciën Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, behalve de arrondissementen Verviers en Aarlen.

C. De Duitsche en de Fransche taal voor de leerlingen die hunne middelbare studiën gedaan hebben in de arrondissementen Verviers en Aarlen.

Het examen voor elk der levende talen waarvan bij litt. A, B of C melding gemaakt wordt is schriftelijk of mondeling.

Het schriftelijk examen bestaat in een opstel zonder woordenboek.

Het mondeling examen bestaat in de expressieve lezing en de letterkundige verklaring van eenen tekst dien de jury kiest uit een der werken door den leerling in het programma der rhetorica aangeduid.

De Verslaggever,
F. VAN CAUWENBERGH.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.